



## LES ÉLECTIONS AU PARLEMENT DE CATALOGNE EN NOVEMBRE 2012 : DES ÉLECTIONS EXCEPTIONNELLES

**Joan Marcet *et al.***

**ARPoS | *Pôle Sud***

**2013/1 - n° 38**  
**pages 121 à 133**

**ISSN 1262-1676**

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-pole-sud-2013-1-page-121.htm>

Pour citer cet article :

Marcet Joan *et al.*, « Les élections au Parlement de Catalogne en novembre 2012 : Des élections exceptionnelles », *Pôle Sud*, 2013/1 n° 38, p. 121-133.

Distribution électronique Cairn.info pour ARPoS.

© ARPoS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Chronique Électorale

# LES ÉLECTIONS AU PARLEMENT DE CATALOGNE EN NOVEMBRE 2012 : DES ÉLECTIONS EXCEPTIONNELLES

**Joan Marcet & Lucia Medina**

Université Autonome de Barcelone

*(Traduit de l'espagnol par Jacques Fontaine et Emmanuel Négrier)*

Quasiment tous les observateurs et analystes politiques ont qualifié les élections au Parlement de Catalogne qui se sont déroulées le 25 novembre 2012 comme exceptionnelles tant pour leur contexte politique – une élection anticipée – qu'en raison des enjeux du débat au cours du processus électoral ou des résultats électoraux eux-mêmes. Dans la présente chronique électorale nous souhaiterions expliquer et analyser les principaux facteurs qui ont conduit à cet événement d'exception.

## VERS DES ÉLECTIONS ANTICIPÉES

Les précédentes élections au Parlement catalan avaient eu lieu deux ans auparavant, précisément le 28 novembre 2010. Elles avaient vu la droite nationaliste modérée de *Convergència i Unió* (CiU) obtenir le plus grand nombre de suffrages et de sièges. Les élections de 2010 et la brève législature 2010-2012 – en pleine crise économique et une dure confrontation avec les précédents gouvernements tripartites (2003-2010) conduits par les socialistes – ont été marquées par un objectif principal : obtenir une importante augmentation du financement de la *Generalitat* de Catalogne de la part de l'État espagnol, grâce à un « Pacte Fiscal » qui se rapprocherait du modèle de « Forfait » appliqué au Pays basque depuis la mise en place de l'État des Autonomies en Espagne.

La gravité de la crise économique, particulièrement importante dans une zone industrielle comme la Catalogne, influe de manière particulière sur les politiques du gouvernement catalan, conduit à appliquer des ajustements rigoureux avec des compressions budgétaires considérables frappant les principaux domaines de gestion autonome (éducation, santé, services sociaux, infrastructures, etc.). Cette rigueur a accentué la pression pour un nouvel accord fiscal avec l'État. Finalement, en juillet 2012, le Parlement de Catalogne approuve, par une très large majorité, un ensemble de résolutions sur le « Pacte Fiscal » que le Gouvernement de la Généralité et son Président devront exposer et négocier avec le gouvernement espagnol, dirigé depuis décembre 2011 par le *Partido Popular* (PP).

En parallèle à ce projet politique institutionnel, défendu par *Convergència i Unió* et par le Président de la Généralité, Artur Mas, s'est développé en

Catalogne un mouvement social et politique favorable à la transformation de la Catalogne en État indépendant, sentiment qui se reflète également dans les diverses enquêtes d'opinion réalisées en Catalogne ces temps derniers<sup>1</sup>. De septembre 2009 (à Arenys de Munt) à avril 2011 (à Barcelone), ont eu lieu des consultations informelles dans plus de 500 mairies catalanes, toutes à l'initiative d'associations et de plates-formes citoyennes avec l'appui matériel des municipalités elles-mêmes. Les citoyens volontaires étaient interrogés sur le fait de savoir s'ils étaient d'accord ou non sur le fait que la Catalogne devienne un État indépendant<sup>2</sup>. Lors de la consultation à Barcelone une « Conférence Nationale pour un propre État » (avril 2011), est organisée. Elle aboutira un an plus tard (mars 2012) à la constitution d'une Assemblée Nationale Catalane (ANC) dont l'unique objectif est d'obtenir l'indépendance politique de la Catalogne et la création d'un État propre à l'intérieur de l'Union Européenne.

Tout ce mouvement culmine avec la tenue le 11 septembre 2012, jour où est célébrée la fête nationale de la Catalogne, d'une importante manifestation à Barcelone qui, sous le slogan « Catalogne nouvel État d'Europe », parvient à rassembler plus d'un million et demi de citoyens. La manifestation en question, lancée formellement par l'ANC, a reçu le soutien explicite de différents partis politiques catalans, parmi lesquels : *Convergència i Unió*, *Gauche Esquerra Republicana de Catalunya* et *Iniciativa per Catalunya Verds*. Les organisateurs de cette marche ont été reçus deux jours après et de manière officielle par le Président de la Généralité Artur Mas, lequel a déclaré à la fin de cette rencontre que la « Catalogne a besoin de son propre État ».

Une semaine après, une rencontre entre le Président de la Généralité et le Chef du Gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, se tient avec comme seul objet la négociation sur le « Pacte Fiscal » à partir du mandat parlementaire de juillet. L'entrevue se solde par un désaccord total entre les deux protagonistes et, lors du débat de politique générale qui se déroule au Parlement de Catalogne du 25 au 27 septembre, le Président Mas annonce la convocation d'élections anticipées au 25 novembre. Au cours de la même session parlementaire on approuve une résolution sur la mise en œuvre, durant cette nouvelle législature, d'une consultation officielle du peuple catalan à propos de la création d'un État catalan.

La législature la plus brève du Parlement catalan (un an et dix mois) s'achevait ainsi, frappée, dès ses débuts, par la gravité de la crise économique et par ses conséquences, la tentative de rechercher un nouveau cadre de financement pour la Catalogne et la pression grandissante en faveur de l'érection de la Catalogne en État indépendant.

1. Voir en ce sens les réponses que recueillent sur ces questions (préférence sur la structure d'État ou attitude devant la convocation d'un référendum sur l'indépendance de la Catalogne) aussi bien les baromètres réalisés par le Centre d'Etudes d'Opinion de la Généralité que les sondages d'opinion politiques annuels que réalise l'Institut de Sciences Politiques et Sociales (ICPS).

2. La participation citoyenne au cours de ces consultations oscilla de 15 à 20%, le résultat toujours favorable à l'indépendance se situant à plus de 90%.

## PROCESSUS ET CAMPAGNE ÉLECTORAUX

Avec la dissolution anticipée du Parlement et la convocation début octobre des électeurs, s'amorce un processus électoral durant lequel seront présents uniquement deux éléments de débat politique : en premier lieu et – principalement – le débat identitaire à partir du recours au droit de décider de son avenir de la part du peuple catalan et en, second lieu, la gestion de la crise économique et les restrictions budgétaires effectuées par le Gouvernement d'Artur Mas au cours de la législature prématurément écourtée.

Le but recherché par CiU durant ce processus est de centrer le débat sur la seule question identitaire, en essayant par là même d'esquiver sa gestion gouvernementale de la crise au cours de ses deux années de gouvernance, et renforcer ainsi sa majorité parlementaire. Le climat de la campagne électorale semble appuyer cette démarche, avec l'affirmation ouvertement indépendantiste des autres forces politiques telles que Esquerra Republicana (ERC), Solidaritat per la Independència (SI) et les Candidatures d'Unitat Popular (CUP). Lançant le slogan « La volonté d'un peuple », CiU entend être en tête et retirer un profit favorable du sentiment souverainiste croissant qui s'est installé dans une large partie des citoyens de Catalogne, et par ce biais consolider et accroître une majorité parlementaire fragile : dans la législature précédente, ce parti ne disposait que de 62 sièges sur les 135 du Parlement. La dérive indépendantiste produira des tensions entre les deux alliés de la fédération nationaliste. L'entourage d'Artur Mas et la majorité de Convergència Democràtica de Catalunya (CDC) cautionnent le virage souverainiste de CiU mais l'Unió Democràtica de Catalunya (UDC) et son leader Duran Lleida parient sur le maintien du lien de la Catalogne avec l'Espagne en soutenant une relation bilatérale qui accroisse le pouvoir politique et économique de la Catalogne. Mais l'option souverainiste s'impose et se situe au cœur du débat électoral tout au long de la campagne.

En ce qui le concerne, le Partit dels Socialistes de Catalunya (PSC) est pris à contrepied, sans candidat solide – des primaires internes n'ont pu être organisées – et en plein cycle électoral négatif. En 2011, il avait déjà perdu une grande partie de sa force électorale municipale. En novembre 2011, pour la première fois depuis 1977, il perd également les élections législatives générales de Catalogne. Avec une stratégie qui se veut à égale distance des prétentions indépendantistes de CiU et de l'immobilisme centraliste du PP, il axe sa campagne sur la nécessité d'une réforme fédérale de l'État espagnol et sur la critique de la gestion de la crise et les coupes budgétaires effectuées par le Gouvernement d'Artur Mas. La crise interne et les résultats électoraux, le débat autour du processus souverainiste et la présence d'un leader très peu connu, marquent également la campagne électorale des socialistes catalans.

La confrontation politique autour de la question identitaire nationaliste est perçue comme plus favorable au PP, qui peut apparaître ainsi comme l'unique grand référent du vote « espagnoliste » (« Catalogne oui, Espagne aussi » sera son slogan de campagne), ceci en essayant de percer dans les fiefs

socialistes les plus traditionnels, en fragilisant l'autre option clairement anti-nationaliste catalane (Ciutadans – Partido de la Ciudadanía) mais aussi les socialistes dans leur fief catalan sur la confrontation étatique.

Iniciativa per Catalunya Verds (ICV-EUiA) essaie de ne pas s'écarter du débat principal en soutenant aussi bien le « Pacte Fiscal », quand il en fut question, que le déroulement de la consultation souverainiste ensuite. Mais son objectif est d'insister sur les restrictions budgétaires en saisissant les deux opportunités offertes par la nouvelle législature : l'autodétermination et les droits sociaux du peuple de Catalogne. La recherche d'un espace et un discours qui lui est propre, à l'intérieur du débat sur lequel s'articule le processus électoral, l'aide à soutenir la compétition avec un parti socialiste en régression et une gauche nationaliste en expansion.

ERC et Ciutadans constituent deux pôles opposés sur la question nationale. Les premiers sont clairement en faveur de l'indépendance et soulignent leur opposition à la gestion gouvernementale de la crise. Esquerra se présente comme l'option nettement indépendantiste face aux ambiguïtés de CiU, avec une sensibilité de gauche modérée dans le débat sur la gestion économique et sociale de la crise. Ciutadans offre plutôt la version d'une Catalogne qui se veut espagnole et européenne, en soutenant un projet de régénération politique typique d'un parti qui n'a jamais gouverné.

Dans le débat indépendantiste, deux formations jouent également un rôle d'impulsion : Solidaritat per la Independència (SI) et les Candidatures d'Unitat Popular (CUP). Ces derniers apparaissent comme la grande nouveauté, en croissance depuis leur succès dans quelques municipalités lors des élections de 2011.

La campagne se déroule dans un climat de polarisation croissante autour des propositions de nature souverainiste ou indépendantiste. Tous les partis s'expriment sur le droit à l'autodétermination du peuple de Catalogne, le PP et Ciutadans demeurant les seuls à nier cette possibilité<sup>3</sup>. La gestion de la crise et les coupes budgétaires opérées par le Gouvernement de la Generalitat et par le Gouvernement du PP au niveau central passent au second plan, en dépit du fait qu'en pleine campagne électorale, le 15 novembre, une grève générale est déclenchée dans toute l'Espagne. Lancée par les principales centrales syndicales, elle aura des répercussions sur le processus et les résultats électoraux.

Aussi bien durant la période précédant la campagne électorale, que nous pouvons situer dès l'été 2012, qu'au cours de la campagne proprement dite, le regard est braqué sur le caractère exceptionnel, y compris « historique » des élections, avec une Convergència i Unió que certains comparent au « gaulisme » des débuts de la V<sup>e</sup> République en France : une patrie en danger, un ennemi puissant auquel se confronter (l'Espagne et le gouvernement du PP), un leader qui doit conduire le pays et son peuple vers un avenir d'épanouissement (un État propre à l'intérieur de l'Union européenne). L'ensemble de la

3. Y compris les socialistes du PSC malgré la défense du fédéralisme en tant que solution au rattachement de la Catalogne à l'Espagne, ils défendent le droit à l'autodétermination du peuple de Catalogne (dans une consultation légale et en accord avec l'État) en contradiction ouverte et en désaccord avec ses homologues nationaux du PSOE.

campagne et du débat électoral s'est focalisé sur ces thèmes, et toutes les forces politiques y ont été contraintes sans pouvoir formuler beaucoup d'alternatives ou proposer d'autres thématiques.

Un mois avant les élections catalanes, le 21 octobre, se déroulent les élections autonomiques au Pays Basque et en Galice. Leur résultat aura une incidence sur la campagne électorale catalane. Dans le premier cas c'est le Partido Nacionalista Vasco (PNV) qui l'emporte. On assiste également à une très importante progression du vote « abertzale » de Bildu qui se positionne en tant que seconde force politique. En Galice, le PP renforce sa majorité alors qu'émerge un nouveau groupe de gauche nationaliste : Alternativa Galega de Esquerda (AGE) conduite par un vétéran politique : Xosé Manuel Beiras. Dans ces deux élections, le recul des socialistes constitue un élément majeur.

## **LE RÉSULTAT DES ÉLECTIONS**

Si l'on a décrit le contexte politique et électoral comme étant exceptionnel, le résultat des élections du 25 novembre 2012 peut lui aussi être qualifié d'exceptionnel, aussi bien en raison de l'important taux de participation que par la répartition des suffrages.

La participation (67,8%) place ces élections de 2012 comme la plus suivie depuis le recouvrement de l'autonomie en Catalogne. Elle est supérieure à celle enregistrée en 1984 (64,4%) lorsque Jordi Pujol obtint la première majorité absolue pour CiU, et dépasse même celle des élections législatives de novembre 2011 (65,2%), ce qui est spectaculaire, puisque les élections générales sont traditionnellement plus participatives que les élections autonomiques. Et l'on ne tenait pas compte de la participation (faible) des citoyens catalans résidents à l'étranger, on dépasserait même 70%. Par rapport aux élections immédiatement antérieures de 2010, le taux de participation a crû pratiquement de neuf points !

La polarisation électorale et une certaine dramatisation avec lesquelles ont été abordées ces élections ont clairement contribué à la progression de la participation et, également, à la baisse des bulletins blancs qui avaient crû lors des dernières consultations électorales.

Le récapitulatif des votes (tableau 1) permet de constater un recul remarquable des deux forces centrales traditionnelles de la carte politique catalane, les nationalistes modérés de CiU et les socialistes du PSC. Parallèlement, on constate une augmentation importante des positions extrêmes dans la confrontation principale de ces élections : Ciutadans, ERC et les CUP.

La fédération de Convergencia i Unió échoue dans sa tentative d'atteindre la majorité absolue, en reculant de près de huit points et en perdant deux sièges. Son pari de prendre la tête d'un front souverainiste, et sa volonté d'éluider tout débat sur sa gestion de la crise économique, n'ont pas rencontré le succès escompté. Les divergences sur la stratégie souverainiste entre les deux partis constituant la fédération, la position parfois ambiguë donnée à pro-

pos du processus devant conduire à l'éventuelle indépendance – un terme soigneusement laissé de côté par le leader de la formation, Artur Mas tout le long de la campagne – ainsi que l'approfondissement indéniable de la crise, en dépit de restrictions budgétaires dans les domaines les plus essentiels pour la population (éducation, santé, services sociaux), tout ceci débouche pour CiU sur des résultats inattendus. Jusqu'à la dernière semaine de la campagne, tous les sondages électoraux laissaient augurer une nette avance et un score très proche de, voire supérieur à la majorité absolue.

**Tableau 1 : Résultats comparés des élections 2010-2012**

	2010			2012		
	Votes	%	Sièges	Votes	%	Sièges
Inscrits	5.363.688		135	5.413.868		135
Votants	3.152.630	58,78		3.668.310	67,76	
Nuls	22.354	0,71		33.140	0,90	
Blancs	91.631	2,91		52.898	1,44	
CiU	1.202.830	38,43	62	1.116.259	30,70	50
PSC	575.233	18,38	28	524.707	14,43	20
ERC	219.173	7,00	10	498.124	13,70	21
PP	387.066	12,37	18	471.681	12,97	19
ICV-EUiA	230.824	7,37	10	359.705	9,89	13
C's	106.154	3,39	3	275.007	7,56	9
SI	102.921	3,29	4			
CUP				126.435	3,47	3

Les enquêtes de la dernière semaine de campagne, non publiées, mais révélées ensuite, montraient déjà le désastre électoral de CiU, sa perte de suffrages et de sièges ainsi que l'échec de son objectif de renforcement de sa majorité. Le recul en suffrages et en sièges illustre non seulement l'usure de la gestion des deux années de son Gouvernement mais aussi un certain manque de crédibilité de son message souverainiste face aux options les plus nettement indépendantistes.

De leur côté, les socialistes aggravent un déclin électoral entamé depuis plusieurs années. Malgré de bons résultats aux élections générales de 2004 et 2008, le recul électoral du PSC, évident lors des élections autonomiques de 2010, s'était poursuivi lors des élections municipales de mai 2011 et des élections législatives de novembre 2011. Le résultat obtenu le 25 novembre 2012 constitue leur pire pour des élections au Parlement catalan depuis 1980.

La perte de près de quatre points en suffrages et de sept sièges le relègue au troisième rang des formations représentées au Parlement de Catalogne et le plonge dans une crise profonde. Désorienté, avec un discours excessivement neutre par rapport au principal thème de la campagne, le débat identitaire,



formulant une alternative fédérale peu crédible et en exerçant une opposition à la gestion gouvernementale encore trop voisine de sa propre gestion de crise aussi bien en Catalogne (jusqu'à la fin 2010) que dans le reste de l'Espagne (jusqu'à fin 2011), le PSC apparaît devant les électeurs sans force, sans orientation programmatique alternative, sans leader incontesté et traversé de conflits internes. Dans ces circonstances, la perte de sa force électorale dans les secteurs les moins fidèles de son audience électorale n'a rien d'étonnant. Maigre consolation : l'augmentation de la participation lui permet de maquiller un peu la défaite grâce à la récupération d'une partie de son électorat dans l'aire métropolitaine de Barcelone ; une position qu'il avait perdue en 2010 au profit de CiU.

Le Partido Popular supporte mieux la confrontation dans le débat souverainiste, en essayant d'apparaître, comme nous l'avons signalé, comme le premier et principal foyer de résistance à la dérive indépendantiste de la majorité des forces politiques. Son opposition au virage de CiU et à l'extrémisme de ERC, positionne le PP comme pôle majeur du vote nationaliste espagnol. Il augmente en suffrages et conquiert un siège, en confirmant un progrès déjà signalé au cours des élections municipales et législatives de 2011. La politique gouvernement espagnole depuis fin 2011, qui n'a pas pourtant pas obtenu de résultats positifs, au contraire, ne semble pas l'avoir affecté de manière importante. Elle a peut-être amorti un regain supérieur qui est alors venu conforter l'autre option plus « espagnoliste » : Ciutadans.

Iniciative per Catalunya Verds, par son profil spécifique sur le débat identitaire et sa claire opposition à la politique de restriction du Gouvernement de CiU, connaît une progression électorale de deux points et trois sièges, ce qui constitue pour ce parti le meilleur résultat de son histoire électorale au Parlement catalan, si on écarte le résultat de 1980 du PSUC, son prédécesseur politique. La formation éco-socialiste dont l'implantation électorale est très urbaine, est ainsi l'un des gagnants des élections du 25 novembre, tout en restant relégué dans l'opposition et à la cinquième place des forces politiques parlementaires.

Sans nul doute les grands gagnants sont les forces qui se situent aux deux extrêmes du débat souverainiste. D'un côté, Esquerra Republicana de Catalunya double ses suffrages et passe de 10 à 21 sièges. C'est son second meilleur résultat électoral – sauf celui obtenu en 2003 quand il participa au premier gouvernement tripartite avec le PSC et ICV – et le situe comme le véritable fer de lance de l'évolution de la Catalogne vers un État indépendant. Idéologiquement proches, bien qu'avec un discours nationaliste et social plus radical, les CUP se présentaient pour la première fois à ces élections catalanes et obtiennent 3,5% des suffrages et trois sièges. Ces deux formations rivalisent entre elles et avec CiU dans les zones intérieures de la Catalogne mais aussi avec le PSC. Les CUP concurrencent ICV dans les zones plus urbaines aussi bien à l'intérieur qu'à Barcelone que dans son aire métropolitaine.

L'autre grand bénéficiaire est Ciutadans-Partido de la Ciudadania (C's), qui avec son discours pour l'unité espagnole et européenne parvient à progresser de plus de quatre points en suffrages et de six sièges. Cette formation poli-

tique, initialement fondée sur la question linguistique, s'affirme en défense de l'unité de l'Espagne, avec un discours de régénération de la vie politique face aux partis traditionnels. Si son affermissement électoral fut déjà une surprise en 2010, il a ici progressé principalement dans l'aire urbaine barcelonaise – un essor inattendu par son ampleur, même si la majorité des sondages avaient prédit une telle progression.

## UNE APPRÉCIATION DES CHANGEMENTS ÉLECTORAUX<sup>4</sup>

Quels furent les principaux mouvements lors de ces élections de 2102 ? Pour les évaluer, nous nous appuyons sur une estimation des transferts de voix pour les partis intervenus entre les deux élections, en utilisant les données du Sondage d'Opinion de 2012 de l'Institut de Sciences Politiques et Sociales (ICPS) effectué peu de jours après ces élections.

Le tableau 2 prend comme référence le comportement des électeurs en 2010, et montre comment ils se sont comportés en 2012. Il illustre le niveau de confiance des électeurs pour chaque parti (cases grisées) et vers qui s'orientent les suffrages perdus. Par exemple, sur les personnes qui, en 2010, ont opté pour le PP, 70% continuent à le faire en 2012 alors que 11% se sont réfugiés dans l'abstention et le restant s'est réparti vers d'autres forces politiques suivant ce qu'indique ce tableau.

**Tableau 2 : Niveau de confiance et perte de suffrages**

Vote 2012	Vote en 2010								
		Abstention	PP	CiU	ERC	PSC	ICV-EUiA	C's	Autres
	Abstention	57	11	7	1	16	7	17	10
	PP	0	70	2	0	1	0	8	0
	CiU	6	2	64	16	6	3	0	13
	ERC	10	4	11	67	8	10	0	20
	PSC	6	0	2	0	47	0	0	0
	ICV-EUiA	8	0	4	5	7	53	0	7
	C's	3	9	3	0	8	0	75	0
	CUP	5	0	1	10	3	20	0	4
Autres	6	4	6	1	4	6	0	45	
Total	100% (N=175)	100% (N=53)	100% (N=258)	100% (N=99)	100% (N=147)	100% (N=86)	100% (N=12)	100% (N=69)	

Source : élaboration personnelle à partir du Sondage d'Opinion effectué par l'ICPS en 2012.

En revanche, le tableau 3 prend comme point de départ le comportement de l'électorat en 2012, et nous informe sur la façon de voter en 2010. En d'autres termes, il montre la composition du vote en faveur de chaque parti, et permet de connaître l'origine des soutiens que chacun d'eux gagne.

4. Ce paragraphe reprend une partie de l'article « Vote et changement. Une estimation des flux de vote aux élections au Parlement de Catalogne en 2012 à partir des données du Sondage de l'ICPS », élaboré par Lucia Medina, Maria Freixanet et Robert Liñeira, publié dans la collection *Quaderns de l'ICPS*.

Par exemple, en prenant toujours celui du PP, 84% de ceux qui votèrent en sa faveur en 2012 l'avaient déjà fait deux ans auparavant et les gains obtenus depuis lors proviennent surtout de CiU : il recueille 11% des voix de celui-ci.

**Tableau 3 : Provenance des gains**

Vote 2010	Vote 2012									
		Abstention	PP	CiU	ERC	PSC	ICV-EUiA	C's	CUP	Autres
	Abstention	61	0	5	11	12	15	15	18	15
	PP	4	84	0	1	0	0	12	0	3
	CiU	10	11	77	19	6	12	22	7	22
	ERC	1	0	8	45	0	5	0	22	1
	PSC	15	2	4	8	82	11	29	9	8
	ICV-EUiA	4	0	1	6	0	51	0	38	7
	C's	1	2	0	0	0	0	22	0	0
	Autres	4	0	4	9	0	5	0	7	43
	Total	100% (N=162)	100% (N=44)	100% (N=212)	100% (N=148)	100% (N=84)	100% (N=91)	100% (N=41)	100% (N=45)	100% (N=72)

Source : réalisation personnelle à partir du Sondage d'opinion effectué par l'ICPS en 2012.

En somme, le premier tableau évoque la capacité des partis à conserver leurs électeurs mais également ceux qu'ils perdent, et le second leur attractivité. Malgré le fait que les données fournies ici doivent être interprétées avec précaution en raison de la taille réduite des échantillons pour chacun des électeurs, elles révèlent des tendances remarquables dans les transferts de voix.

La participation exceptionnelle lors des dernières élections autonomiques a impliqué une mobilisation importante de la part d'anciens abstentionnistes. Ainsi en 2012 le pourcentage des personnes conservant cette option n'atteint 3 abstentionnistes de 2010 sur 5.

Cette mobilisation a bénéficié à pratiquement tous les partis, mais plus particulièrement à ERC et ensuite à ICV-EUiA. En effet, ils ont recueilli à tous les deux près d'un cinquième des anciens abstentionnistes. Même le PSC et CiU, qui ont engrangé moins de voix, ont bénéficié de l'augmentation de la participation en recueillant, dans une proportion similaire, le soutien d'anciens abstentionnistes.

Le cas du PP est différent. Selon nos analyses, il n'a pas mobilisé une quantité significative d'anciens abstentionnistes. Cependant sa situation ne doit pas apparaître étrange si nous prenons en compte deux éléments étroitement imbriqués entre eux.

En premier lieu, on doit évoquer la sous-représentation habituelle dans les enquêtes d'opinion de la présence du PP en Catalogne, phénomène connu sous l'expression « vote occulte ». C'est-à-dire que les électeurs catalans du PP ont conscience que leur option politique et les opinions qu'ils représentent ne recueillent pas une grande adhésion de la part de la société et qu'ils préfèrent cacher leurs préférences. À telle enseigne que l'électorat du PP, présent dans les enquêtes, constitue des électeurs « solides », c'est-à-dire très fiables. Et en second lieu, le PP n'a pas obtenu un soutien de grande ampleur de la part des abstentionnistes parce que ceux d'entre eux qui disent qu'ils ont voté pour lui

n'ont aucun problème à dire qu'ils ont également fait pas le passé : cela laisse donc peu de marge pour pouvoir enregistrer des mouvements de vote remarquables entre ce parti et celui de l'abstention.

Le caractère fidèle et mobilisé des électeurs « solides » du PP, tel que recueilli dans les enquêtes d'opinion, apparaît largement illustré par le niveau de confiance, l'un des plus élevés : ainsi près des trois quarts des électeurs qui ont voté pour ce parti en 2010 ont continué à le soutenir en 2012, C'S étant l'unique autre force politique disposant d'un niveau de confiance similaire.

La remarquable fidélité des électeurs du PP et C's diffère de celle des autres formations, incapables de conserver une aussi large part de leur capital électoral. Le PSC, suivi de ICV-EUiA sont les deux forces politiques qui enregistrent les niveaux de confiance les plus bas : concernant les socialistes, seuls 47% de leurs électeurs continuent à voter pour eux en 2012 tandis que 53% des écosocialistes sont dans ce cas. CiU et ERC se situent à l'intermédiaire entre ces deux positions, et conservent les deux tiers de leurs anciens électeurs.

Avec les élections anticipées et le débat enflammé autour de l'indépendantisme, CiU entretenait l'espoir de recueillir une majorité suffisamment large qui lui aurait permis de mettre en application son programme politique sans avoir à dépendre des autres formations. Cependant il a perdu des suffrages aussi bien en chiffres absolus que relatifs par rapport aux élections de 2010. Ces pertes sont l'effet, d'une part, de la forte concurrence qu'il a dû affronter de la part d'Esquerra. 10% de ceux qui en 2010 avaient voté CiU ont apporté leur suffrage à ERC en 2012 même si les républicains ont également perdu des adhérents au bénéfice de CiU (8%).

Par ailleurs, ces pertes de suffrages tiennent au fait qu'une partie importante des électeurs a décidé de porter son choix vers des forces minoritaires ou bien est restée chez elle. Il est certain que si CiU a mobilisé d'anciens abstentionnistes (5%), ceux-ci n'ont pas même été suffisamment importants pour compenser les fuites vers l'abstentionnisme (7%).

Parallèlement, ERC est parvenu à attirer une partie des électeurs de CiU et des formations minoritaires indépendantistes (par exemple SI, RI, Cat). ERC apparaît ainsi comme le grand bénéficiaire de ces élections dans le camp nationaliste, avec les CUP qui ont capté 10% des suffrages d'Esquerra. Cette attractivité d'ERC ne se limite pas au mouvement nationaliste car il recueille également les faveurs d'autres électorats comme ceux du PSC ou de ICV-EUiA, en même temps qu'il mobilise 10% des abstentionnistes de 2010.

Concernant le PSC, l'abstention a constitué le principal point d'entrée/sortie de ses mouvements électoraux. Ainsi tandis qu'en 2012, 16% des anciens électeurs socialistes se sont abstenus, le parti a recueilli le soutien de 12% des personnes qui s'étaient abstenues lors des précédentes élections. Cependant, le vote capté reste inférieur au vote perdu. En fait, le parti socialiste a vécu une fragmentation de ses soutiens, ceux-ci se dispersant en différentes directions, partagés en égales proportions entre ERC, C's, ICV-EUiA et CiU.

ICV-EUiA, outre qu'il enregistre une progression, a connu des changements substantiels dans la composition de son électorat. Tandis que d'un

côté il a subi une importante fuite de ses électeurs en direction des CUP et de l'ERC, il a recueilli en sa faveur un électorat composite constitué d'anciens abstentionnistes et d'électeurs du PSC et CiU. Ces transferts semblent indiquer une tension entre les priorités sociales et celles de l'indépendantisme, ce qui a affecté le niveau de confiance électorale des éco-socialistes, en provoquant des désertions en même temps que l'adhésion de nouveaux électeurs.

À l'inverse, comme nous l'avons évoqué, le PP a atteint un des taux de confiance les plus élevés. S'il a connu d'importantes pertes d'électeurs au profit de l'abstention et des Ciutadans, ses gains sont provenus presque exclusivement de CiU.

Ainsi les contraintes électorales du PP se matérialisent d'un côté à travers les suffrages que C's a pu lui retirer et de l'autre, dans les soutiens qu'il a pu obtenir de CiU. À ces contraintes, il convient d'ajouter le risque de l'abstention. De fait un électeur sur dix lui ayant donné sa confiance en 2010 a préféré rester chez lui en 2012.

C's, à son tour, a été l'un des grands gagnants de novembre dernier en doublant largement le nombre de ses suffrages. Ce succès réside dans le fait qu'il a pu compter sur le niveau de confiance le plus élevé, qu'il a reçu des soutiens importants provenant du PSC, de CiU et du PP et que, dans le même temps, il a mobilisé des électeurs précédemment abstentionnistes. Ce résultat est toutefois assombri par le fait que l'abstention et le PP non seulement lui apportèrent des suffrages mais aussi lui en retranchèrent.

Finalement les CUP émergent avec force dans le panorama électoral, en absorbant essentiellement des suffrages de ICV-EUiA et ERC mais en mobilisant aussi une partie des abstentionnistes.

En définitive, la particularité des dernières élections au Parlement tient dans les deux grandes conséquences qu'on peut observer sur les parcours électoraux des citoyens. D'un côté, la participation électorale élevée a favorisé pratiquement toutes les formations. Les différences résident fondamentalement dans l'intensité avec laquelle les différents partis ont tiré profit de cette mobilisation. De l'autre côté, ces élections ont provoqué d'importants transferts de voix entre partis – un phénomène qui a touché y compris des formations qui traditionnellement n'étaient pas habituées à voir leur électorat changer.

Le caractère exceptionnel de ces élections, leur principal enjeu de débat politique, ont généré un résultat lui aussi exceptionnel. Les changements dans la signification du vote et des transferts électoraux sont tels qu'ils interrogent déjà les futures confrontations électorales, pour savoir ces mutations ne sont qu'occasionnelles, ou si elles sont au contraire appelées à se consolider.